



**Discours prononcé par Mark Carney
gouverneur de la Banque du Canada
devant la Chambre de commerce
du Grand Kitchener-Waterloo
Waterloo (Ontario)
le 2 avril 2012**

Exporter dans un monde d'après-crise

Introduction

C'est un honneur pour moi de prendre part aux célébrations du 125^e anniversaire de la Chambre de commerce du Grand Kitchener-Waterloo. Je vous offre mes félicitations pour le travail que vous avez accompli et continuez d'accomplir en vue de faire de votre collectivité une pépinière d'entreprises.

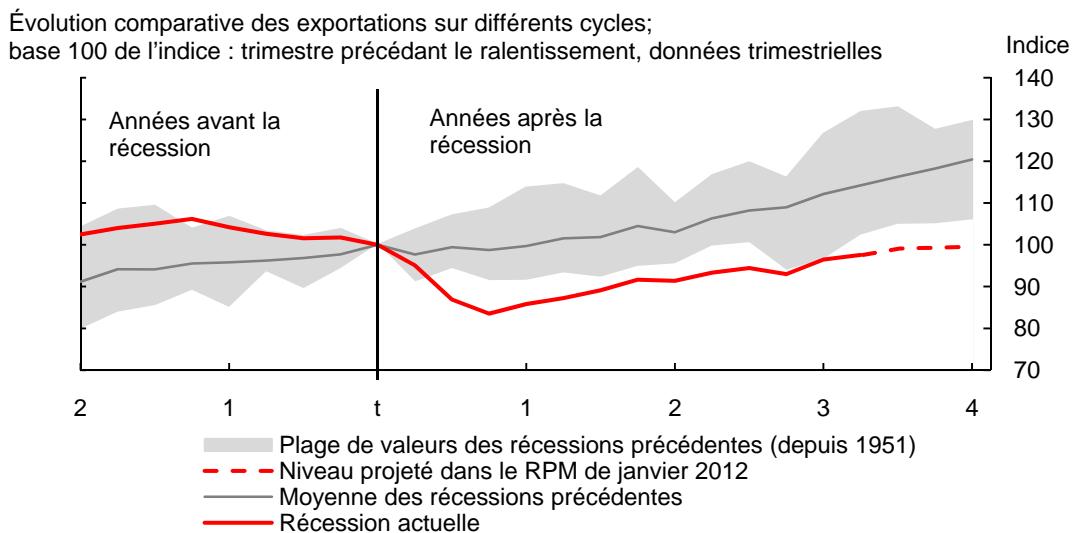
L'économie d'ici s'est métamorphosée depuis la création de votre chambre de commerce. Reposant à l'origine sur les secteurs de l'agriculture et de la fabrication de base, la région de Kitchener-Waterloo est devenue l'un des pôles économiques les plus diversifiés d'Amérique du Nord. Grâce à cette capacité d'adaptation, votre région a contribué à multiplier par cent la taille de l'ensemble de l'économie canadienne au cours de l'existence de votre chambre de commerce.

Bien évidemment, quelques revers sont venus ponctuer les 125 dernières années, dont plus de vingt récessions, une dépression et une quasi-dépression. En règle générale, les reprises qui ont suivi ont été largement tributaires des exportations (**Graphique 1**). Toutefois, celle-ci est différente. Les exportations n'ont toujours pas retrouvé leur sommet d'avant la crise et, de fait, restent en deçà de leur niveau d'il y a dix ans. La part du marché mondial détenue par le Canada n'a cessé de diminuer tout au long de cette période.

Dans mon discours aujourd'hui, je traiterai des raisons qui expliquent cette situation et de ce que l'on peut faire à la fois à Kitchener-Waterloo et à l'échelle du pays pour relever les défis qui la sous-tendent.

Mais, si vous le voulez bien, je passerai d'abord en revue la tenue affichée par le Canada durant la récession et la reprise.

Graphique 1 : La reprise des exportations la plus faible de l'après-guerre



Sources : Statistique Canada et calculs de la Banque du Canada

Une récession et une reprise uniques

La stratégie économique globale adoptée face à la crise financière mondiale a consisté à favoriser une croissance de la demande intérieure et à encourager les entreprises canadiennes à se moderniser et à se réorienter en fonction de la nouvelle économie mondiale.

Sur le premier front, nous avons fait très bonne figure. Alors même que s'est intensifiée la pression sur l'industrie manufacturière à vocation exportatrice, les secteurs tournés vers le marché intérieur, comme les services et la construction, sont demeurés résilients. Grâce à la vigueur de nos facteurs fondamentaux et au bon fonctionnement de notre système financier, les politiques monétaire et budgétaire expansionnistes mises en œuvre se sont avérées très efficaces pour soutenir une reprise robuste – et maintenant l'expansion – de la demande intérieure.

Les dépenses des ménages ont ouvert la marche, diminuant modestement au cours de la récession et se redressant vivement depuis, pour s'établir à 6,5 % au-dessus du sommet qu'elles avaient enregistré avant la récession. Du fait de cette résilience, le Canada a été le premier des pays du G7 à regagner le terrain perdu durant la récession au chapitre de la production et à croître de nouveau.

Notre marché du travail a lui aussi rebondi. La totalité des 430 000 emplois supprimés durant la récession avaient été récupérés dès le début de l'année dernière, et 180 000 emplois supplémentaires se sont ajoutés depuis. La plupart des emplois créés l'ont été dans le secteur privé et dans des industries offrant une rémunération supérieure à la moyenne¹.

Plus récemment, le chômage s'est inscrit en légère hausse, même si le nombre de postes vacants a continué d'augmenter. Ce phénomène concorde avec la présence de changements structurels au sein du marché du travail, où les travailleurs dans les industries en déclin n'ont peut-être pas les compétences ou

l'expérience nécessaires pour répondre immédiatement aux besoins des employeurs dans les secteurs en expansion.

De façon générale, Kitchener-Waterloo a suivi ces tendances nationales².

Si efficace qu'ait été le recours à la demande intérieure, en général, et aux dépenses des ménages, en particulier, les limites de ce modèle de croissance apparaissent de plus en plus clairement. Par exemple, le secteur de la construction a généré à lui seul environ 100 000 des emplois créés au Canada au cours de la reprise, portant ainsi sa part de l'emploi total à son plus haut niveau en plus de 35 ans.

Plus globalement, les dépenses des ménages au Canada progressent vigoureusement depuis plus de dix ans, tant en termes absolus que par rapport à l'ensemble de l'économie. Elles ont été soutenues par de vives augmentations des revenus réels, lesquels ont affiché une croissance de pas moins d'un point de pourcentage supérieure à celle du PIB réel au cours de la décennie ayant précédé la crise.

Toutefois, même ces revenus en forte progression n'ont pas suffi à financer l'expansion rapide des dépenses des ménages. Les Canadiens ont comblé l'écart en puisant à même la valeur de leurs résidences pour financer jusqu'à un cinquième de la croissance de la consommation. Par conséquent, le niveau d'endettement des ménages par rapport à leur revenu n'a cessé de croître durant cette période.

Depuis le début de la crise, cependant, la croissance des revenus réels s'est avérée plus faible, et les dépenses des ménages dépendent aujourd'hui beaucoup plus des conditions de financement avantageuses et des niveaux élevés de l'avoir net, notamment la valeur des maisons. En conséquence, le fardeau de la dette a continué à s'alourdir. En outre, une bonne partie du financement des hausses récentes de l'endettement des ménages est provenu de l'étranger.

Ces tendances sont insoutenables à moyen terme.

Ce qu'il faut maintenant, c'est mettre davantage l'accent sur le second volet de la stratégie économique globale que j'ai évoquée tout à l'heure : encourager les entreprises canadiennes à se moderniser et à se réorienter en fonction de la nouvelle économie mondiale.

Une analyse plus approfondie de nos échanges commerciaux le démontre bien.

Les exportations ne se redressent pas aussi vite que par le passé

Comme je l'ai mentionné plus tôt, la récente récession au Canada s'est distinguée particulièrement par la tenue des exportations.

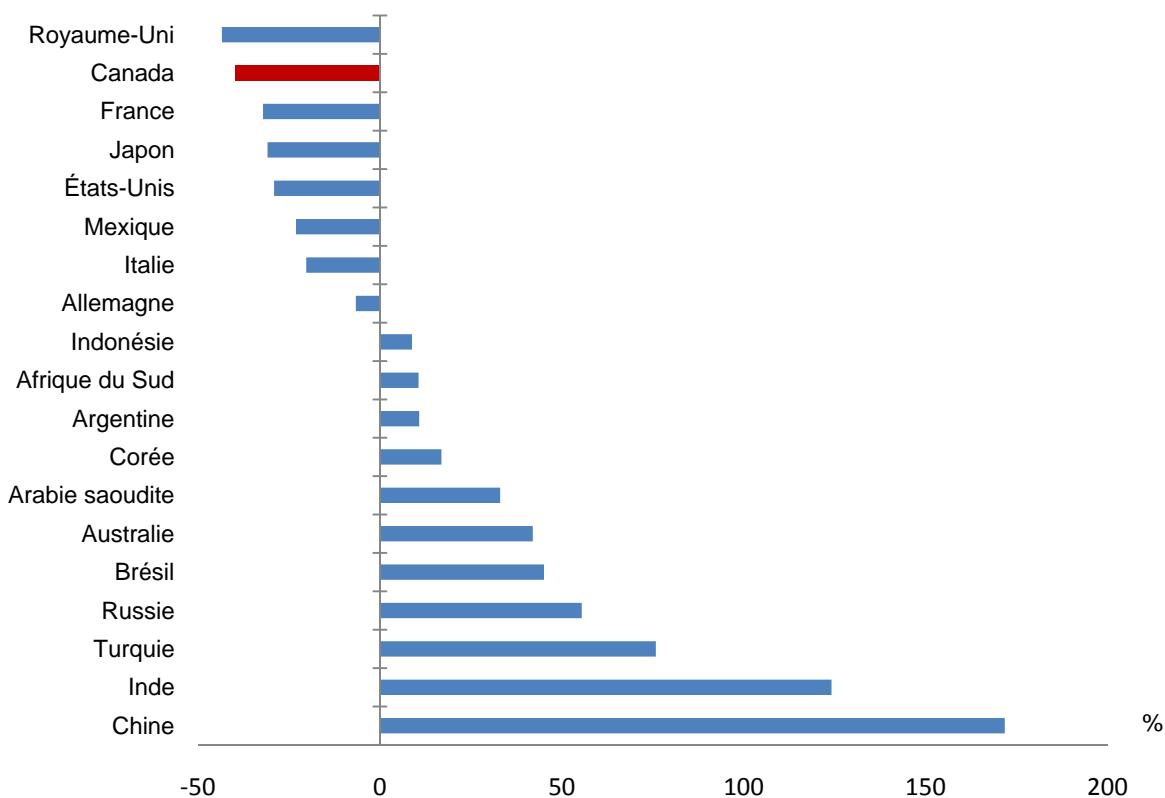
Durant la phase la plus intense de la Grande Récession – une période de neuf mois qui a débuté à l'automne 2008 –, le niveau des exportations canadiennes a chuté de plus de 16 %, ce qui représente plus de deux fois le recul global enregistré lors des deux cycles précédents. À la fin de l'année dernière, les exportations étaient encore inférieures d'environ 8 % à leur sommet d'avant la récession.

Le message principal que je veux transmettre aujourd’hui est que ces résultats récents font ressortir de façon plus précise les grandes tendances séculaires qui ont persisté durant la dernière décennie. Celles-ci exigeront, du coup, des mesures soutenues.

La part des exportations mondiales détenue par le Canada diminue depuis le tournant du siècle. De fait, nous nous classons à l’avant-dernier rang des pays du G20 à ce chapitre ([Graphique 2](#)). Depuis 2000, la croissance des exportations canadiennes a été de près de 5 points de pourcentage inférieure à celle des exportations mondiales en moyenne par année. Notre part du marché des exportations mondiales a reculé, passant d’environ 4,5 % à quelque 2,5 %, et la part de marché de nos exportations de biens manufacturés a fondu de moitié. Parallèlement à ce repli, l’emploi dans le secteur canadien de la fabrication a reculé de plus de 20 %, ce qui représente près d’un demi-million d’emplois supprimés.

Graphique 2 : Le Canada se classe à l’avant-dernier rang des pays du G20 au chapitre des exportations

Variation en pourcentage de la part des exportations mondiales, de 2000 à 2010



Source : Fonds monétaire international

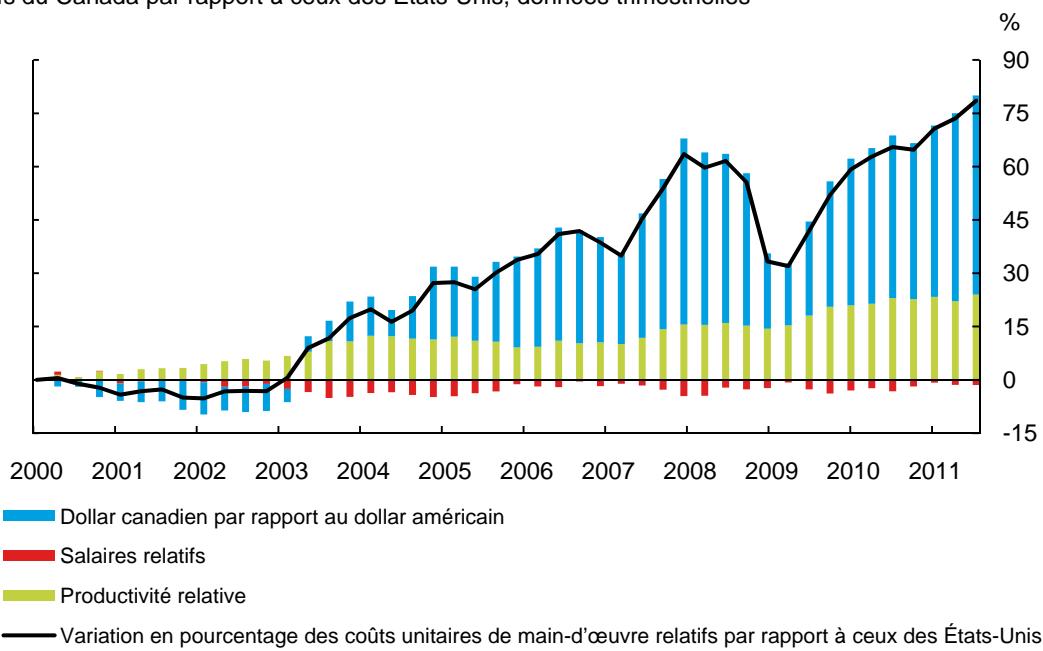
Décomposons les pertes

D'une manière générale, la dégradation de la tenue des exportations canadiennes peut s'expliquer de trois façons : soit que nous vendons les mauvais produits, soit que nous vendons nos produits aux mauvais marchés, soit encore que nous sommes devenus moins compétitifs en raison de l'évolution de notre taux de change, de nos salaires et de notre productivité relative.

Selon une idée largement répandue, la faiblesse de nos exportations est due à des problèmes de compétitivité, en particulier la vigueur persistante du dollar canadien. Il y a du vrai dans ce point de vue ([Graphique 3](#)).

Graphique 3 : La compétitivité du Canada s'est fortement détériorée

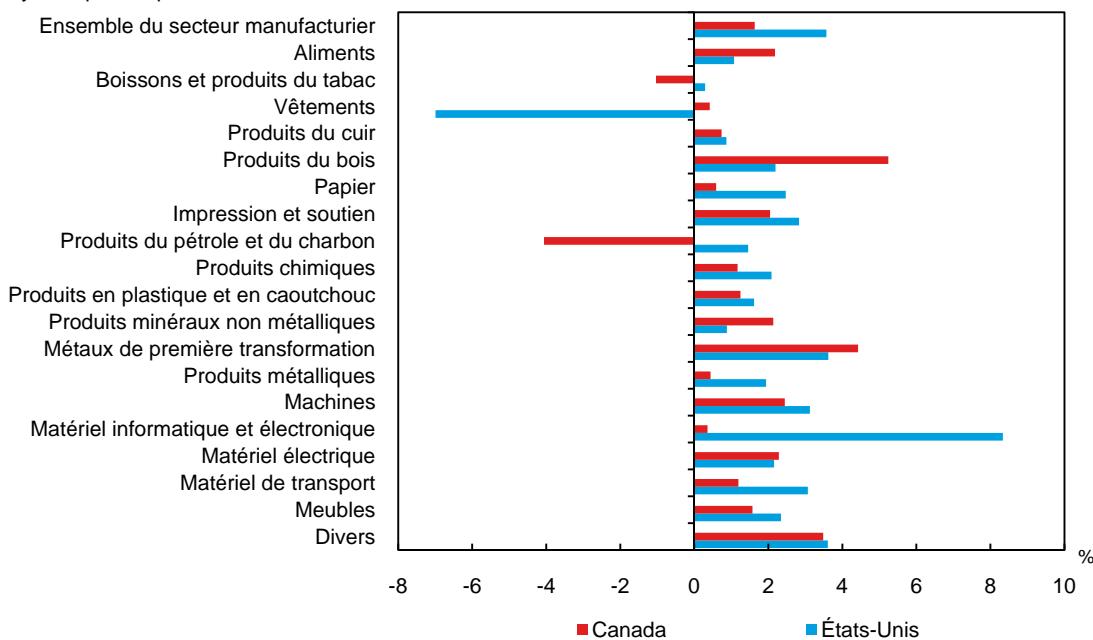
Contribution de divers facteurs à la variation des coûts unitaires de main-d'œuvre relatifs du Canada par rapport à ceux des États-Unis, données trimestrielles



Entre 2000 et 2007, les coûts unitaires de main-d'œuvre du Canada se sont accrus de 80 % par rapport à ceux de ses partenaires commerciaux, soit l'augmentation la plus marquée parmi les pays de l'OCDE. Comparativement aux États-Unis, nos coûts unitaires de main-d'œuvre ont progressé d'environ 65 %. La majeure partie de cette hausse était liée à l'appréciation du dollar canadien, même si la moins grande croissance de la productivité du Canada par rapport à celle des États-Unis y jouait aussi un rôle déterminant, un phénomène observé dans l'ensemble des secteurs d'exportation ([Graphique 4](#)).

Graphique 4 : La compétitivité a reculé dans diverses industries

Croissance annuelle moyenne de la productivité du travail dans le secteur manufacturier
Moyenne pour la période de 2000 à 2008



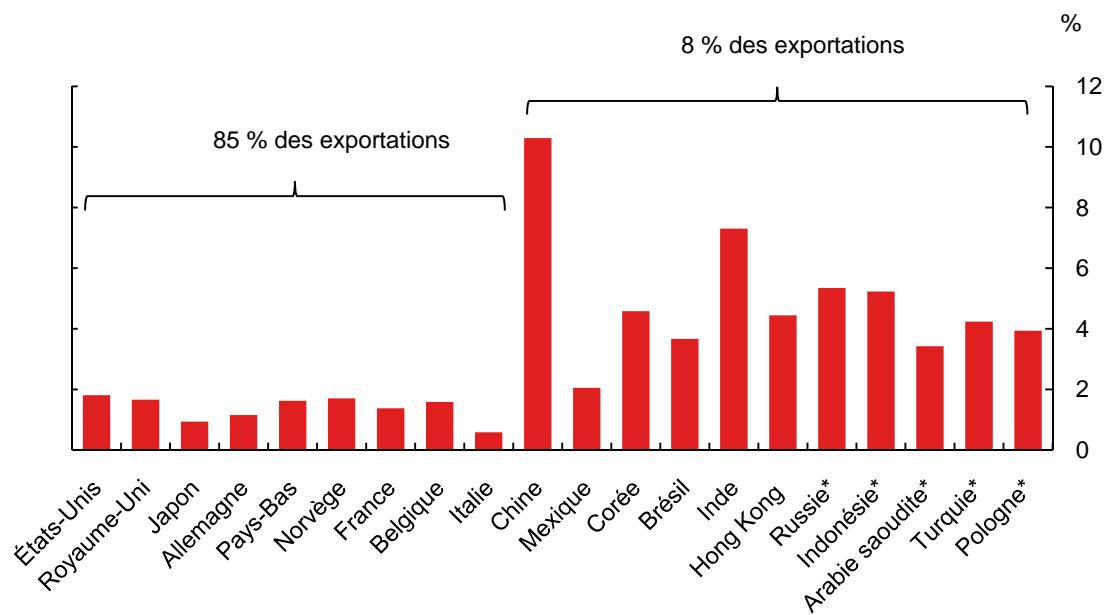
Nota : La classification par secteurs est fondée sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Les usines de textiles et de produits textiles (SCIAN 313-314) ne sont pas comprises.

Sources : Statistique Canada et Bureau of Labor Statistics des États-Unis

Il est cependant révélateur que, malgré cette évolution, les effets de compétitivité aient été moins importants que le frein exercé par la structure de marché³. Nos exportations sont destinées surtout aux économies avancées où la croissance est lente, particulièrement les États-Unis, plutôt qu'aux marchés émergents qui connaissent une expansion rapide. Cette concentration a réduit le taux d'accroissement annuel moyen des exportations d'environ 3,3 points de pourcentage entre 2000 et 2007 (Graphique 5, Tableau 1). Par comparaison, le frein exercé par les effets de compétitivité était d'environ 2,5 points de pourcentage.

Graphique 5 : Les échanges commerciaux du Canada se font surtout avec des économies dont la croissance est lente

Taux de croissance moyens de 2000 à 2010, données annuelles



* Pays ne faisant pas partie des 15 principaux partenaires commerciaux du Canada

Nota : Les données concernent les parts des exportations enregistrées en 2010.

Sources : *Perspectives de l'économie mondiale* du FMI, Industrie Canada et calculs de la Banque du Canada

Dernière observation : 2010

Bref, nos mauvais résultats avant la crise tenaient davantage à notre choix de partenaires commerciaux qu'à l'efficacité avec laquelle nous menions nos échanges.

C'est d'autant plus le cas depuis le début de la Grande Récession. Les exportations canadiennes ont continué d'afficher une croissance annuelle de quelque 5 points de pourcentage inférieure à la moyenne mondiale. Les effets de compétitivité sont restés relativement stables. La surexposition au marché américain ainsi que la sous-exposition aux marchés émergents en forte expansion sont à l'origine de la presque totalité du nouveau recul de notre part du marché mondial ces dernières années.

Cette situation n'est pas inévitable. De nombreux pays avancés ont mieux réussi à tirer profit des énormes possibilités offertes par les marchés émergents en général et par la Chine en particulier. Par exemple, l'Allemagne a maintenu sa part de marché de biens manufacturés en exportant des biens d'équipement et des véhicules automobiles en Chine et, plus généralement, dans les économies émergentes. L'Australie a gagné une part de marché d'exportation considérable pour ses produits de base destinés à répondre à la demande grandissante de la Chine.

Il faut s'attendre à ce que ces tendances se maintiennent

La question évidente qui se pose est de savoir si nous pouvons nous attendre à ce que ces tendances se maintiennent. La réponse est oui.

Une nouvelle normalité pour les États-Unis

Notre dépendance à l'égard des États-Unis est problématique seulement dans la mesure où l'on anticipe que ce pays continuera d'enregistrer de piétres résultats par rapport à ce qui a été observé dans le passé et au reste du monde.

Malheureusement, c'est bien ce à quoi nous devons nous attendre jusqu'à un certain point, car l'économie américaine n'est plus ce qu'elle était. Je m'explique.

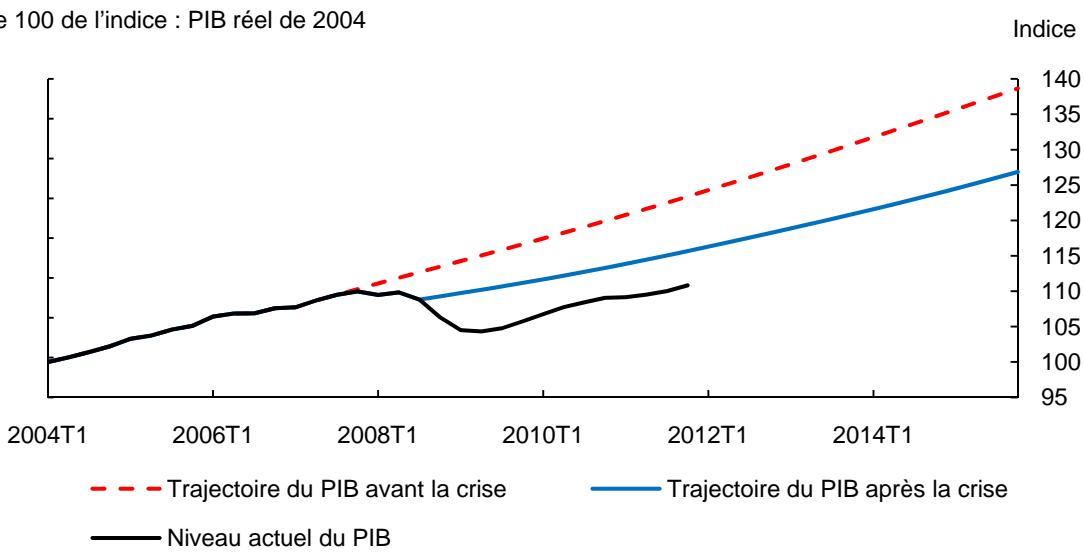
Le taux tendanciel de croissance de la production potentielle aux États-Unis – la « limite de vitesse » de l'économie américaine, si vous préférez, – se repliait déjà durant l'année qui a précédé la crise, en raison à la fois du vieillissement de la population et de la croissance plus lente de la productivité. Dans l'intervalle, les marchés émergents méritaient de plus en plus leur nom, affichant des gains de productivité considérables qui faisaient augmenter leurs limites de vitesse.

Résultat : l'écart entre la tenue économique des États-Unis et celle du reste du monde n'a cessé de se creuser.

La Grande Récession a empiré la situation. L'histoire nous enseigne qu'on ne regagne jamais les manques à produire qui suivent une grave crise financière, ce qui signifie que les États-Unis ne retrouveront pas leur ancien sentier d'évolution. En outre, le taux de croissance de la production potentielle a aussi tendance à être moins rapide pendant un certain temps après une crise, du fait notamment de la baisse des investissements en capital et de la hausse du chômage structurel. Par conséquent, même une fois que l'économie américaine aura recouvré ses pertes cycliques, la Banque estime que son PIB demeurera inférieur de plus de 1 billion de dollars en 2015 à ce qu'elle avait prévu avant la crise (**Graphique 6**).

Graphique 6 : L'économie américaine n'est plus ce qu'elle était

Base 100 de l'indice : PIB réel de 2004



Sources : Bureau of Economic Analysis des États-Unis et calculs de la Banque du Canada

Il importe toutefois de ne pas exagérer les choses. Les États-Unis demeurent la plus grande économie du monde, mais, à l'avenir, l'enjeu pour le Canada dans ce pays consistera davantage à accroître sa part de marché qu'à participer à un marché en expansion rapide.

Les possibilités offertes par les économies émergentes

Ce sont les économies émergentes qui offrent le plus de possibilités aux exportateurs canadiens. Depuis la récession, elles ont compté pour les deux tiers environ de la croissance mondiale et pour la moitié de l'expansion des importations à l'échelle du globe. Dans un processus qui devrait se poursuivre pendant des décennies, les pays émergents d'Asie s'urbanisent rapidement. La population urbaine en Chine et en Inde augmente de l'équivalent de la population entière du Canada tous les 18 mois. Parallèlement, une nouvelle classe moyenne de grande ampleur est en train de se former; elle augmente de 70 millions de personnes par année et constitue une proportion qui croît rapidement de la demande mondiale de tous les types de biens. C'est vers ces économies que les entreprises canadiennes doivent se tourner de plus en plus pour favoriser l'essor de leurs exportations.

Les cours des produits de base devraient rester élevés

L'expansion de la classe moyenne urbaine dans les économies émergentes a une incidence considérable sur une vaste gamme de produits de base. Toutefois, qu'il s'agisse des voyages, du logement ou de l'alimentation à forte teneur en protéines, les niveaux de consommation des grandes économies émergentes ne représentent toujours qu'une fraction de ceux des économies avancées⁴. Comme la convergence est loin d'être acquise, on peut s'attendre à ce que la demande de produits de base demeure robuste.

En conséquence, les cours des produits de base ont largement dépassé leurs moyennes historiques et devraient rester à ce niveau pendant quelque temps. Le

Canada profite de la situation, tant directement que par les répercussions sur l'ensemble de son économie.

La vigueur persistante de la monnaie

Le Canada devrait demeurer relativement attrayant pour les investisseurs, en raison de la solidité de son système financier, de son régime fiscal compétitif, de la bonne santé de ses finances publiques et de sa politique monétaire crédible. De ce fait et comme les cours élevés des produits de base ont poussé à la hausse nos termes de l'échange, une stratégie soutenable en matière d'exportations ne peut être fondée sur les attentes d'un taux de change plus favorable.

Comment tirer parti de la situation

Pour tirer parti de l'évolution en cours de la demande mondiale, nos entreprises doivent se recentrer, se réoutiller et se renouveler⁵.

Se recentrer, en développant de nouveaux marchés et de nouveaux produits. Même si les États-Unis seront toujours un partenaire commercial important du Canada, le destin n'est pas forcément déterminé par la géographie. Pour bon nombre d'entreprises, l'option la plus séduisante est maintenant de percer les marchés émergents. La stratégie commerciale énergique du Canada promet d'élargir ces perspectives.

Il existe d'autres possibilités.

Pour beaucoup d'entreprises, un débouché possible serait de faire partie de nouvelles chaînes d'approvisionnement interconnectées qui sont créées en raison de la vulnérabilité reconnue d'une source unique, de la rareté des substituts, de la prolifération de produits finaux et de la volatilité de la demande régionale.

Les entreprises canadiennes pourraient aussi exploiter encore plus les énormes possibilités qui s'offrent à elles dans le domaine des solutions informatiques mobiles et des applications orientées vers les clients, qui tirent davantage parti du passage au commerce numérique observé à l'échelle du globe.

On peut aussi trouver de nouveaux marchés chez nous. Il est évident que la région de Kitchener-Waterloo ne peut pas satisfaire directement l'appétit grandissant de la Chine pour les produits de base, mais elle peut profiter du fait que d'autres régions du Canada le font. Elle n'y manque pas d'ailleurs. Un douzième des entreprises exploitant les sables bitumineux et des fournisseurs connexes proviennent de votre région, et les exportations ontariennes vers l'Alberta de services relatifs à l'industrie minière ont crû de 44 % au cours de la dernière année mesurée. La possibilité de tirer davantage parti de la valeur ajoutée de la production de matières premières, allant de l'énergie à l'agriculture, demeure une occasion remarquable à saisir pour l'ensemble du Canada.

Se réoutiller en investissant dans les usines, le matériel et les technologies de l'information et des communications (TIC) et en élaborant de nouveaux processus. L'impératif de compétitivité visant à investir dans les machines et le matériel destinés à améliorer la productivité et les TIC est clair, et les conditions pour le faire ont rarement été aussi favorables. Les bilans des sociétés

canadiennes sont extrêmement solides, grâce à un levier d'endettement se situant à un creux historique et à des niveaux de liquidité très élevés. Les entreprises continuent d'être soutenues par un système financier efficace et des conditions financières extrêmement avantageuses.

Les entreprises de partout au Canada s'organisent, notamment ici dans la région de Kitchener-Waterloo, où elles sont nombreuses à réagir au déclin des industries manufacturières traditionnelles, comme celles de l'automobile et du vêtement, en progressant sur la chaîne de valeur. Dans l'ensemble, les investissements des entreprises se sont fortement redressés depuis la chute marquée qu'ils ont enregistrée dans la foulée de la faillite de Lehman. Toutefois, il leur reste encore beaucoup de chemin à parcourir.

En outre, il ne s'agit pas seulement de savoir à combien se chiffrent nos investissements dans les nouveaux outils, mais aussi quoi faire avec eux. Les indicateurs de l'efficacité avec laquelle nous utilisons la main-d'œuvre et les biens d'équipement pour produire (comme la productivité multifactorielle) sont exceptionnellement faibles depuis des années. Nous pouvons faire mieux. Par exemple, la matière grise dans votre région semble bien adaptée à l'analyse des grands volumes de données nécessaire pour saisir des occasions comme celles d'optimiser les processus de production et d'accroître la personnalisation de masse.

À une époque caractérisée par des prix durablement élevés des ressources naturelles, l'amélioration de l'efficacité opérationnelle et de la gestion des ressources ainsi que le développement de produits à l'empreinte environnementale plus faible sont judicieux sur les plans commercial et social. En outre, les progrès accomplis au chapitre de l'efficacité énergétique des bâtiments, les rendements agricoles accrus et l'efficacité des centrales produiraient des résultats immédiats au pays. Toutefois, là encore, la véritable manne se trouve peut-être dans les marchés émergents, qui, selon les estimations, offrent 85 % des possibilités de gains de productivité en matière de ressources à l'échelle mondiale⁶.

L'innovation est cruciale pour notre succès, et le bilan du Canada à cet égard se situe seulement dans la moyenne. Aujourd'hui, les investissements des entreprises canadiennes en recherche-développement sont parmi les plus bas des pays de l'OCDE. Comme l'indique le rapport Jenkins, l'un des domaines auxquels on doit s'attacher en particulier est la commercialisation de la recherche-développement : il faut exploiter les idées originales des universités et en faire des succès commerciaux⁷. La symbiose qui existe ici à Kitchener-Waterloo entre des établissements d'enseignement réputés et un groupe d'entreprises de haute technologie novatrices sert de modèle pour d'autres régions du pays.

Se renouveler en continuant d'investir dans notre plus grande ressource : nos gens.

La technologie et les échanges commerciaux transforment le milieu de travail. Les tâches routinières sont automatisées depuis des années : on a remplacé les travailleurs d'usines par des robots, et les caissiers, par des guichets automatiques. La même chose se produit maintenant pour les emplois

interactionnels, qui représentent la catégorie d'emploi connaissant la plus forte expansion. La décomposition des tâches, comme les services professionnels, afin d'en isoler les composantes routinières peut mener à la sous-traitance et au déplacement d'emplois⁸.

La nécessité d'améliorer les compétences pour tous les types d'emplois n'a jamais été aussi criante. Grâce aux établissements d'enseignement de calibre mondial dont sont issus des diplômés hautement qualifiés, vous contribuez déjà énormément à relever le niveau de compétences de la main-d'œuvre canadienne. Les entreprises et les gouvernements doivent continuer à mettre l'accent sur la formation en milieu de travail, à mesure que la compétitivité de nos industries et la nature même du travail continuent à évoluer.

Plus les entreprises canadiennes déploieront d'efforts pour se recentrer, se réoutiller et se renouveler, plus elles pourront profiter des occasions qui s'offrent au Canada et dans le monde.

La conjoncture économique actuelle au Canada

Permettez-moi de conclure par quelques observations sur la conjoncture économique actuelle au Canada, qui témoigne de certains des thèmes que j'ai abordés.

La reprise chez les principaux partenaires commerciaux du Canada continue d'être freinée par la nécessité persistante d'assainir les bilans des pays souverains, des banques et des ménages. Par conséquent, le niveau de la demande extérieure de nos produits dans les économies avancées demeure faible.

Cela étant dit, les forts vents contraires extérieurs ont diminué quelque peu ces derniers mois. Le financement bancaire et les marchés de la dette souveraine en Europe se sont stabilisés, les conditions sur les marchés financiers internationaux se sont améliorées et l'aversion pour le risque a baissé. Les autorités européennes disposent ainsi de la marge de manœuvre voulue pour s'attaquer aux enjeux structurels fondamentaux de leur union monétaire. Si la situation en Europe est loin d'être résolue, les problèmes sont passés de graves à chroniques.

La croissance de l'économie américaine continue d'être modeste, ce qui est typique des reprises qui suivent une crise financière. Dans ce contexte, les données récentes sont encourageantes. L'augmentation mensuelle de l'emploi observée ces trois derniers mois a été la plus rapide qu'on ait connue en un an. La confiance des consommateurs et des entreprises s'est redressée. En outre, les déterminants fondamentaux de la dépense des ménages ont évolué à la hausse à la faveur de l'accroissement du revenu disponible des particuliers et de l'emploi net des ménages.

Même si l'activité a décéléré au sein d'un certain nombre d'économies émergentes, ces dernières demeurent le moteur de la croissance mondiale. En particulier, du fait du resserrement passé des politiques et de l'affaiblissement de la demande extérieure, le rythme de l'activité en Chine ralentit mais est toujours robuste.

L'amélioration des conditions économiques mondiales a poussé à la hausse les cours des produits de base, les risques géopolitiques ajoutant une prime supplémentaire aux prix du pétrole brut.

La situation économique au Canada a aussi été légèrement plus solide et la marge de capacités excédentaires un peu moins élevée que la Banque ne l'entrevoyait. La croissance a été un peu plus rapide ces derniers trimestres en raison d'une conjugaison de facteurs temporaires ainsi que de l'amélioration de la confiance et des conditions financières. Même si les exportations nettes se sont quelque peu redressées, à la faveur du renforcement de l'activité aux États-Unis, elles ne devraient apporter qu'une contribution limitée à la croissance, compte tenu de la demande étrangère toujours faible et des défis qui continuent de se poser sur le plan de la compétitivité, en particulier la vigueur persistante du dollar canadien.

Par conséquent, l'expansion demeure largement tributaire de la demande intérieure privée. Les investissements des entreprises devraient demeurer une importante source de croissance grâce aux conditions très favorables et à la nécessité pour les entreprises de se recentrer, de se réoutiller et de se renouveler afin de rester compétitives. La progression des dépenses des ménages demeure solide. Toutefois, dans un contexte de redressement plus modeste de l'emploi, des salaires et de l'emploi net, la dépendance des ménages au financement par emprunt demeure le principal risque interne.

Comme la Banque l'a indiqué en mars dernier dans l'annonce de sa décision relative au taux directeur, le profil de l'inflation mesurée par l'indice de référence et par l'IPC global est un peu plus ferme qu'elle ne l'anticipait auparavant, compte tenu des capacités excédentaires moindres dans l'économie et des prix plus élevés du pétrole.

Au cours des prochaines semaines, la Banque mettra à jour ses prévisions concernant la croissance et l'inflation au Canada afin de tenir compte de ces facteurs et d'autres, notamment les récents budgets fédéral et provinciaux. Comme toujours, l'analyse servira à étayer ses décisions en matière de politique monétaire. La Banque prendra toutes les mesures qui s'imposent pour atteindre la cible d'inflation de 2 % à moyen terme. C'est ainsi qu'elle peut contribuer à ce que les Canadiens puissent épargner et investir en toute confiance.

Dans les prochaines années, les entreprises canadiennes devront elles aussi analyser et agir. Leur décision de se recentrer, de se réoutiller et de se renouveler sera déterminante pour la rapidité avec laquelle notre prospérité augmentera dans les décennies à venir. Pour que le Canada connaisse une croissance future comparable à celle du passé, les entreprises devront faire preuve de la même ingéniosité que les membres de la Chambre de commerce de Kitchener-Waterloo ont démontrée au fil des ans.

Annexe

Tableau 1 : Décomposition de l'écart entre la croissance des exportations nationales et mondiales de biens (en points de pourcentage, moyenne annuelle)

	Effet global	Effet de compétitivité	Effet de structure combiné	Effet de structure		
				Effet de produit	Effet de marché géographique	Effet de structure mixte
Canada						
2001-2007	-4,8	-2,4	-2,3	0,9	-3,3	0,1
2008-2010	-5,0	-0,1	-4,9	1,4	-4,6	-1,8
2001-2010	-4,8	-1,7	-3,1	1,1	-3,7	-0,5
Australie						
2001-2007	1,0	-2,5	3,4	1,4	0,2	1,9
2008-2010	12,0	7,5	4,5	2,4	3,2	-1,1
2001-2010	4,3	0,5	3,8	1,7	1,1	1,0
Chine						
2001-2007	14,7	15,5	-0,9	-0,8	0,8	-0,8
2008-2010	5,8	6,5	-0,6	-1,4	0,5	0,3
2001-2010	12,0	12,8	-0,8	-1,0	0,7	-0,5
Allemagne						
2001-2007	2,5	1,5	1,0	-0,3	0,8	0,5
2008-2010	-5,0	-3,0	-2,1	-0,6	-2,0	0,5
2001-2010	0,2	0,2	0,1	-0,4	0,0	0,5
Mexique						
2001-2007	-3,6	-0,1	-3,5	0,0	-3,6	0,1
2008-2010	0,3	3,4	-3,1	0,0	-3,8	0,7
2001-2010	-2,4	0,9	-3,4	0,0	-3,7	0,3
États-Unis						
2001-2007	-5,0	-3,6	-1,4	-0,4	0,2	-1,2
2008-2010	-0,4	-1,5	1,1	-0,1	0,8	0,4
2001-2010	-3,6	-3,0	-0,6	-0,4	0,4	-0,7

Notes

¹ Soit 83 % dans le secteur privé et 90 % dans des industries offrant une rémunération égale ou supérieure à la moyenne.

² Au final, 30 000 emplois ont été créés dans la région depuis le creux du cycle, soit presque le double du nombre d'emplois perdus au cours de la récession. Le taux de chômage a chuté, passant d'un sommet de plus de 10 % à juste un peu moins de 7 %.

³ D. de Munnik, J. Jacob et W. Sze (à paraître), *The Evolution of Canada's Global Export Market Share*, document de travail de la Banque du Canada.

⁴ Voir M. Carney (2011), *Évolution d'un paradigme : les déséquilibres mondiaux, les politiques et l'Amérique latine*, discours prononcé devant la Banque interaméricaine de développement, Calgary (Alberta), 26 mars.

⁵ Pour une analyse détaillée et accessible de la productivité canadienne, voir R. Martin et J. Milway (à paraître), *Canada: What It Is, What It Can Be*, Presses de l'Université de Toronto, Toronto. Les conclusions de cette étude s'appuient sur une analyse de ces questions portant sur une période de dix ans.

⁶ R. Dobbs, J. Oppenheim, F. Thompson, M. Brinkman et M. Zornes (2011), *Resource Revolution: Meeting the World's Energy, Materials, Food, and Water Needs*, rapport du McKinsey Global Institute, novembre.

⁷ *Innovation Canada : Le pouvoir d'agir – Examen du soutien fédéral de la recherche-développement – Rapport final du groupe d'experts*, octobre 2011. Internet : <http://examen-rd.ca>.

⁸ J. Manyika, S. Lund, B. Auguste et S. Ramaswamy (2012), *Help Wanted: The Future of Work in Advanced Economies*, document d'analyse du McKinsey Global Institute, mars.